MENSUEL n° 153 - FEVRIER 1987
5 FF - 40 FB - 2 FS - 1 Scan.

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Les leçons de la grève à la S.N.C.F :

IL FAUT PRENDRE EN MAIN ET UNIFIER NOS LUTTES

Ouvriers, pas d'illusion !

La bourgeoisie en France vient bel et bien de remporter une victoire. L'épreuve de force engagée par son Etat contre TOUTE la classe ouvrière, à l'occasion de l'entrée en lutte massive des cheminots à la mi-décembre 86, sur la question des salaires, des conditions de travail, des suppressions d'emplois qui concernent désormais TOUS les ouvriers sans distinction, a tourné à son avantage.

Malgré une combativité exemplaire, en effet ; malgré une capacité à engager et étendre le combat à tout le secteur sans et contre l'avis des syndicats ; malgré une volonté et une capacité à s'organiser pour rester les seuls maîtres de la conduite de leur lutte au travers d'assemblées générales souveraines, des comités de grève élus et révocables, des tentatives de coordination régionales et nationales des délégués des assemblées, les cheminots, après avoir bloqué un mois durant tout le trafic ferroviaire et pesé ainsi lourdement sur toute la vie économique du pays, ont cependant dû reprendre le travail, paquet par paquet, la rage au ventre, sans avoir rien obtenu d'essentiel.

La raison de cette victoire de la bourgeoisie, la raison de cette défaite ouvrière n'a rien de mystérieux, d'incompréhensible. Elle se résume en deux mots : CORPORATISME, ISOLEMENT.

— Les cheminots ont cru ou voulu croire -"aidés" en cela par tous les syndicalistes de base et les gauchistes- qu'à eux seuls, déterminés, unis, organisés et enfermés dans leur catégorie, leur corporation, ils parviendraient à faire céder la direction SNCF et le gouvernement. Ils ont cru ou voulu croire qu'ainsi ils pourraient se préserver de toute les magouilles des syndicats. Ils n'ont pas su ni voulu assumer ce que pourtant les déclarations des responsables de l'Etat, les Chirac, les Balladur, les Séguin d'un côté, l'attitude et les cris d'alarme sur les "risques" d'extension des Bergeron, Maire, Krasucki de l'autre, démontraient pourtant clairement dès les premières heures du combat. A savoir qu'ici, il ne pouvait s'agir d'une simple lutte entre une direction d'entreprise et une catégorie, une corporation particulière, mais d'un combat d'une classe contre une autre classe ; d'un combat qui, commencé par un premier bataillon ouvrier se devait, pour être victorieux, de se tourner immédiatement vers les autres ouvriers pour les appeler à rejoindre la lutte, à s'unir par-delà les divisions corporatistes; à présenter un front de classe large et uni face et contre une bourgeoisie solidaire, arqueboutée derrière son Etat et ses syndicats, décidée à défendre bec et ongles sa capacité à mettre en oeuvre et accentuer sa politique générale d'austérité et de chômage contre toute la classe ouvrière.

— Les ouvriers des autres secteurs, même s'ils ont souvent mieux perçu tout l'enjeu de la situation, même s'ils ont, ici et là, discuté de la nécessité de rentrer en lutte à leur tour sans attendre , de ne pas laisser les cheminots se battre seuls, ont trop longtemps hésité.

Ils se sont satisfaits d'une solidarité passive ; ils se sont illusionnés eux aussi sur le fait que tout ce qui avait fait la force du mouvement des



cheminots au début de la grève, tout ce qui les avait enthousiasmés à juste titre, pourrait se maintenir au fil des jours qui passaient.

Résultat des courses :

- ni les cheminots ne sont parvenus à échapper aux manoeuvres de divisions et de récupérations des syndicats;
- ni les ouvriers des autres secteurs n'ont pu empêcher les syndicats de revenir au premier plan de la scène sociale, de déployer, CGT en tête, une parodie d'extension des luttes dans la fonction publique-qui visait à élargir la défaite ouvrière— tout en essayant de redorer leur blason passablement terni au début du mouvement de grève;
- nulle part, dans aucun secteur, les revendications ouvrières n'ont été satisfaites.

Oui ! la bourgeoisie a remporté une victoire, la classe ouvrière a perdu une bataille! Mais cela ne signifie nullement que la bourgeoisie a gagné la guerre de classe. Au contraire, celle-ci ne fait que commencer à s'amplifier.

— Malgré son isolement, son échec, la grève des cheminots, plus que toute autre grève est venu révéler au grand jour, aux yeux de tous les ouvriers, toute la combativité qui s'est accumulée dans leurs rangs sous l'impact des attaques subies au fil des années sous les gouvernements de gauche et de droite

La grève à la SNCF, par son caractère massif, est venue pleinement confirmer que le prolétariat en France — que d'aucuns disaient éteint — était capable de prendre toute sa part dans le développement des luttes plus massives, plus simultanées, cherchant à s'unifier qui ont commencé à secouer l'Europe occidentale à partir du magnifique mouvement du printemps 86. en Belgique, face aux attaques toujours plus dures et plus frontales des conditions ouvrières, luttes qui vont inévitablement s'accentuer dans les mois à venir.

— La grève SNCF, parce qu'elle s'est enclenchée, étendue, auto-organisée à l'initiative des ouvriers eux-mêmes, hors et contre les syndicats, a non seulement révélé spectaculairement à tous les ouvriers, toute la défiance et l'hostilité qui s'est accumulée dans leurs rangs à l'égard des syndicats, des partis de gauche depuis 1968, et depuis le passage durant cinq ans de la gauche au pouvoir, mais a également montré la volonté et les possibilités de réussir dans l'avenir à faire obstacle aux manoeuvres de division et de sabotage des luttes de ces derniers.

La grève SNCF enfin, battue parce qu'isolée, enfermée dans la corporation, malgré et à cause de son échec est venue renforcer l'idée qui mûrissait déjà souterrainement parmi la grande masse des ouvriers : "C'est tous ensemble qu'il faut lutter !" ; c'est en tant que classe unie qu'il faut se battre contre l'Etat de la classe ennemie, pour gagner.

Aussi, aujourd'hui, malgré le sentiment d'échec, malgré l'amertume, la classe ouvrière ne doit pas se décourager, baisser les bras. La bourgeoisie et le renforcement de ses attaques ne lui laisse pas d'autre choix que celui de reprendre la lutte dans les semaines et les mois qui viennent. Il faut que les prochaines batailles soient victorieuses.

Pour cela, il faut tirer les leçons de ce premier combat, toutes les leçons ; prendre le temps et les moyens de les assimiler collectivement. Aussi, tous les ouvriers combatifs, conscients doivent-ils s'attacher à se regrouper, à former des comités de lutte pour discuter, tirer les leçons, les diffuser partout et ainsi participer activement dès aujourd'hui à préparer les prochains combats.

Et ceci sur les bases suivantes :

- pour l'auto-organisation, l'extension, l'unification des luttes par les ouvriers eux-mêmes indépendamment des syndicats.

Ce sont là les bases essentielles pour que les prochaines batailles soient victorieuses.

Ce sont les bases pour que la classe ouvrière poursuive sa marche en avant vers son unité internationale, son autonomie de classe, seules capables de lui permettre, par la révolution communiste, de mettre un terme définitif à la misère, au chômage, à la barbarie guerrière qu'implique la survie du capitalisme décadent.

LL

Sommaire

M 2485 - 153 - 5,00 F



Grève à la S.N.C.F.

PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT

■ Alors que la bourgeoisie se préparait à passer tranquillement la période des fêtes -traditionnellement de "trêve sociale"- de fin d'année et qu'elle cherchait à exploiter au maximum la situation consécutive à l'agitation stérile des étudiants pour développer de nouvelles séries d'attaques d'envergure contre le prolétariat et pour tenter de faire accréditer l'idée de l'absence ou du moins de la passivité de la classe ouvrière, se produit soudain l'explosion qui fait basculer le paysage politique et social en France, bouleverse tous les plans de la bourgeoisie et va marquer profondément et pour longtemps les consciences ouvrières.

DIX JOURS QUI ONT FAIT TREMBLER LA BOURGEOISIE

L'INITIATIVE ET LA PRISE EN CHARGE DE LA LUTTE EN DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS

Le 18 décembre à 24 heures, dans le dépôt de trains de la gare de Paris-Nord, un petit groupe de conducteurs de trains arrêtait spontanément le travail et appelait leurs camarades à se réunir en assemblée générale.

L'assemblée décidait immédiatement la grève, sans aucun préavis, ni aucun consigne de la part des syndicats qui attendaient alors l'ouverture le 6 janvier des négociations prévues sur la nouvelle "grille des salaires", sur les conditions de travail des conducteurs et sur les suppressions d'emploi prévues à la SNCF en croyant avoir auparavant épuisé suffisamment la combativité des cheminots, dans un secteur où ils avaient organisé 14 journées d'action pour la seule année 86 '

Les grévistes bloquaient tout le trafic ferroviaire de Paris-région Nord et lançaient des appels aux "roulants" des autres zones à les rejoindre dans la lutte.

De la même manière que leurs collègues de Chambéry qui, en septembre 85 et face à un gouvernement de gauche, avaient de façon aussi spontanée déclenché une grève qui s'était répandue comme une traînée de oudre, paralysant en 48 heures les trains dans tout le pays, de même que la grève des conducteurs du métro parisien en décembre 85, la lutte embrase en peu de temps la quasi totalité de la catégorie professionnelle.

Sans mesurer eux-mêmes la portée de leur mouvement ils venaient d'engager la plus puissante, la plus massive et la plus longue grève enregistrée à la SNCF depuis 1968.

Ainsi, avec une rapidité foudroyante, 48 heures après le premier arrêt de travail, la grève des conducteurs est pratiquement générale. Les rares trains qui circulent sont conduits pas le personnel d'encadrement ou des élèves-conducteurs non qualifiés pour cette tâche. 98 % des agents de conduite sont grévistes, la quasi-totalité des dépôts est touchée par le mouvement SANS QU'AUCUN SYNDICAT N'AIT APPELE A DEBRAYER. En plusieurs endroits, la grève tend à déborder sur d'autres catégories, à faire tâche d'huile: d'autres agents plus sédentaires de la SNCF commencent à leur tour à se mettre en grève sur leurs propres revendications. Partout, dans toutes les régions, ce mouvement s'est étendu à l'initiative de la base, tout au plus accompagné par des délégués syndicaux locaux.

Partout éclate une même exaspération face à ce qui est déjà subi (la dégradation des conditions de travail, le blocage des salaires) et face aux nouvelles menaces de "nouvelles grilles", les suppressions d'emploi supplémentaires.

Tirant une première leçon de l'expérience de leur échec de 1985 où les syndicats avaient hâtivement négocié dans leur dos leur reddition, qualifiée par ces derniers de "victoire" et fait reprendre le travail dépôt par dépôt sur la base de vagues promesses mensongères de suspension des attaques, s'affirme la volonté claire et manifeste chez les grévistes, syndiqués comme non syndiqués de prendre en charge eux-mêmes la lutte et de la conserver entre leurs mains, de multiplier les initiatives à la base, de développer les regroupements d'ouvriers pour affirmer leur propre point de vue, de ne pas laisser les syndicats négocier à leur place. Cette volonté et ce souci de permettre à tous les ouvriers, dans une grève décidée par eux-mêmes, de contrôler chaque aspect de la lutte revient comme un leitmotiv partout. Cette volonté et ce souci chez les grévistes de conserver un contrôle permanent de la lutte s'est traduite spectaculairement par la mise en place quasi systématique d'assemblées générales journalières, par l'élection fréquente de comités de grève responsables devant l'assemblée générale, par l'organisation de la lutte des agents de conduite à un niveau régional, par les tentatives de mettre en place une coordination nationale de la lutte. A large échelle, dans la grève, s'instaure la pratique générale d'assemblées, de permanences, de regroupements où l'on discute de la conduite de la grève, où on la reconduit et où on l'organise, où l'on décide ensemble des actions à mener.

Le mouvement échappe non seulement au contrôle des syndicats mais exprime explicitement, au grand jour, la défiance massive et profonde vis-à-vis d'eux et leur travail de sabotage, méfiance qui s'est accumulée et qui est présente dans l'ensemble de la classe.

A haute voix, des grévistes proclament : "on en a marre, on en a assez des grè-grèves où chaque organisation lance son mot d'ordre à trois semaines d'intervalle", "on veut être consulté avant toute décision, toute négociation", "si la CGT reprend le contrôle du mouvement, moi, j'arrête la grève tout de suite !".

De fait, depuis les premières heures du conflit et jusqu'au 21 décembre à 18 heures, la CGT -minoritaire chez les agents de conduite mais majoritaire au niveau de l'ensemble du personnel SNCF, s'oppose ouvertement à la grève. Un de ses tracts, le 20/12, apelait les agents de conduite à "faire le maximum pour acheminer les vacanciers jusqu'à leur destination. Dans certains dépôts de la banlieue parisienne, comme à Villeneuve-Saint-Georges, elle appelle à la reprise du travail et à celui d'Austerlitz (réseau Paris Sud-Ouest) ou à Miramas, près de Marseille, elle va jusqu'à organiser des "piquets de travail" contre les grévistes.

La CFDT et le syndicat autonome, majoritaire chez les agents de conduite, sont contraints d'apporter du bout des lèvres leur "soutien" aux grévistes. F.O (Force Ouvrière) comme d'autres syndicats de cadres, refuse de participer à la grève.

UN BRAS DE FER PROLETARIAT-BOURGEOISIE

Toute la population ouvrière a les yeux braqués sur l'évolution de la lutte.

Tous les ouvriers savent que le combat acharné de leurs frères de classe est le leur, celui de la défense des intérêts immédiats et futurs de toute la classe ouvrière.

Tous ont conscience que c'est une épreuve de force entre l'Etat et toutes les forces capitalistes d'un côté, la classe ouvrière comme un tout de l'autre.

Cette lutte allait en effet servir, dans la première dizaine de jours de son existence, de colonne vertébrale, d'épicentre au rapport de forces établi par toute la classe ouvrière, servir de pôle de référence, montrer la voie à suivre pour la lutte à tous les ouvriers, cristalliser son attention, susciter leur réel enthousiasme, alimenter leurs discussions et leurs réflexions, stimuler leur combativité.

Pour la bourgeoisie, l'effet de surprise est total. Un très court moment, la bourgeoisie croit d'abord à un feu de paille, aisé à circonscrire à la veille de la "trêve sociale" attendue pour la fête de Noël, mais elle réalise bien vite qu'elle est prise à contre-pied devant l'ampleur, la simultanéité, le caractère massif, la combativité et la détermination de la lutte.

Il devient surtout rapidement évident pour elle que les syndicats sont totalement débordés, impuissants, contestés, en dehors du coup. Côté gouvernement et Direction, c'est d'abord le silence, puis le rappel que des négociations "normales" sur les revendications des cheminots sont prévues en janvier.

Côté PS et PC, non seulement on se garde de critiquer trop durement le gouvernement, d'appeler à la lutte, de souffler sur le feu, mais, au contraire, comme le fait "L'Humanité" du 20/12, en pleine extension du conflit, on colporte de fausses nouvelles sur la tendance à la reprise du travail.

Tout au plus, une campagne est ouverte pour tenter, à travers les média, de discréditer la grève auprès des "usagers", d'établir son "impopularité" en cette période. Mais elle reste sans grande efficacité et elle demeure en tout cas sans effet sur les ouvriers.

Personne dans la bourgeoisie ne sait exactement comment s'y prendre. Tout le monde hésite mais a par contre pleinement conscience que l'Etat et, avec lui toute la bourgeoisie, face à cette grève à la SNCF, se trouve engagé dans une épreuve de force frontale, "à haut risque" avec toute la classe ouvrière.

La bourgeoisie sait que reculer à ce moment-là serait d'une part remettre en cause d'une façon significative toute la politique gouvernementale et patronale sur les salaires, la SNCF pouvant servir d'exemple "nuisible" pour toute la fonction publique et le secteur nationalisé, mais aussi pour tout le secteur privé, d'autre part, ce serait un encouragement à la lutte pour tous les ouvriers ; ainsi, tous les autres secteurs où des signes de colère s'étaient déjà manifestés comme à l'EDF ou aux PTT seraient incités à entrer en lutte à leur tour ; ainsi, les luttes en cours dans les autres secteurs comme les marins tendraient à se poursuivre jusqu'à totale satisfaction des revendications, ainsi ceux qui devaient entrer en lutte la semaine suivante comme les conducteurs de métro et de bus parisiens (RATP) aspireraient à le faire massivement et sur toutes leurs revendications ; ainsi, chez tous les ouvriers, risquerait de germer rapidement l'idée que l'on a tout à gagner à entrer en lutte sans et en dehors des syndicats; que l'on n'a pas besoin d'eux pour se battre et obtenir satisfaction.

Mais aussi, pour la bourgeoisie, se montrer dure, intraitable avec un conflit qui parvient à paralyser une bonne partie de la vie économique du pays, c'est risquer un durcissement du conflit et surtout son élargissement à d'autres secteurs, rendant du même coup la tâche des syndicats de reprendre le contrôle de la situation plus malaisée, difficile, c'est augmenter le risque d'avoir à affronter un conflit encore plus général, plus incontrôlable, encore plus lourd de conséquences non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

Le seul atout, fragile mais réel, dont disposait la bourgeoisie à court terme, c'était de pouvoir essayer de jouer sur la "période des fêtes" qui, si elle n'a pas entravé l'entrée en lutte et la combativité des conducteurs de trains, joue objectivement contre le risque de contagion, d'extension, de généralisation des luttes tout particulièrement dans le secteur public. Son objectif, qui est de maintenir la grève isolée à la SNCF et de favoriser la réinsertion des syndicats dans la grève, va être servi par une stratégie pour gagner du temps en multipliant une série de manoeuvres successives, "au jour le Le 21/12 au soir, la CGT cesse de s'opposer ouvertement à la grève, de prôner l'apaisement du conflit à la SNCF et donne ordre à ses troupes de chercher à rattraper le mouvement, de rentrer le plus possible dedans, en faisant mine de répandre la pratique des assemblées générales, en se faisant le champion de la tendance à l'élargissement de la lutte aux autres catégories de personnel SNCF où elle dispose de plus d'influence.

Le lendemain, les négociations Direction/syndicats s'ouvrent. On assiste à la situation "surréaliste" dans laquelle les syndicats qui n'ont en rien "participé" à la grève, à la définition des revendications, discutent à la place des grévistes, négociant en leur nom. Mais, au moins, on fait ainsi apparaître clairement, contre la volonté des grévistes de contrôler les éventuelles négociations, que de toutes façons, seuls les syndicats sont habilités à négocier ; bref, que le mouvement de grève ne pourra pas se passer d'eux.

La Direction refuse tout recul sur les salaires au-delà des consignes gouvernementales, ce qui donne l'occasion aux principaux syndicats -CGT, CFDT, FO, bien conscients d'être incapables de faire accepter aux grévistes cette parodie de négociations, de "claquer la porte", en se présentant comme solidaires des ouvriers, leurs vrais défenseurs. De ce fait, on contribue efficacement à orienter la préoccupation des ouvriers sur les négociations au détriment du souci de rechercher les moyens réels d'élargir le rapport de forces, d'élargir la lutte qui peuvent seuls permettre d'imposer la satisfaction des revendications.

L'EXTENSION EST NECESSAIRE ET POSSIBLE

Dans les ports, le mouvement des marins, qui dure déjà depuis près d'un mois, tient bon, renforcé qu'il a été par l'entrée en lutte à Marseille des ouvriers du port et des dockers en solidarité, suite à une intervention de la police contre les grévistes.

Cependant, malgré le maintien et le développement de la combativité, de la détermination dans les ports et surtout à la SNCF sur laquelle se concentre l'attention de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, aucun secteur de la fonction publique, où existe pourtant une volonté de rentrer en lutte à son tour, n'a rejoint le combat.

Un premier cap difficile pour la bourgeoisie vient d'être franchi. Les 24 et 25 décembre arrivent. Les grosses entreprises ferment leurs portes ; derrière le jour de congé du 25 décembre, il y a un nouveau week-end. Les services publics concentrés dans la région parisienne et notamment les centres de tri postaux vont fonctionner à effectifs réduits et les éléments les plus combatifs dont dispersés en cette période de congés d'hiver.

La dynamique ouvrière à la SNCF, si elle subsiste fortement, est en passe d'atteindre son apogée, c'est-à-dire aussi qu'elle s'approche du moment où, par elle-même, elle ne peut que commencer à décliner.

Il apparaît clairement que si rien ne se produit à la SNCF, dans les heures et les jours qui viennent, dans les assemblées, pour aller dans le sens d'un élargissement du mouvement au-delà de la SNCF, par envoi de délégations massives aux autres secteurs, par des appels pressants des grévistes aux autres ouvriers du secteur public à rentrer en lutte, les hésitations qui existent dans le secteur public sur cette question de l'entrée en lutte, pourtant discutée partout, vont perdurer. La dynamique encore présente et forte à la SNCF ne pourra alors que s'étioler dans le corporatisme, le catégoriel et favoriser la réussite des manoeuvres d'enfermement, d'isolement, de divisions des syndicats et des gauchistes qui se précisent.

Le 24 décembre, le mouvement de grève dans le métro se durcit, le trafic est quasiment bloqué. Sous la pression des ouvriers, la CGT et la CFDT se sont jointes à la grève. Les travailleurs des bus de la RATP se joignent en grande partie au mouvement.

LE REFLUX PROGRESSIF DE LA LUTTE ET LA REPRISE EN MAIN DE LA BOURGEOISIE

Dans les heures qui suivirent, les syndicats vont se débrouiller, chacun tirant de son côté, à faire cesser la grève à la RATP, avec la promesse d'une reprise de celle-ci le 30 et 31 décembre, "si les nouvelles négociations prévues n'ont pas abouti". S'aggravent ainsi la défiance et le ras-le-bol à leur égard mais ils réussissent à provoquer également une certaine démoralisation chez les travailleurs. A la SNCF, la mise en place par le gouvernement de transports par bus et camions pour pallier "les difficultés des usagers", pour limiter l'impact de la grève sur l'industrie et le commerce, ne semblent pas entamer la combativité, la détermination ouvrières. Pas plus que les interventions mesurées de la police contre les piquets de grève. Mais ces interventions favorisent la réapparition "au premier rang" des syndicalistes, renforcent la solidarité corporatiste, l'enfermement sur la SNCF, sur les actions de blocage des voies ferrées.

(suite page ci-contre)

LA LUTTE DES CHEMINOTS SE REFERME SUR ELLE-MEME

L'idée avancée dans le mouvement dès le 22/12 de créer une coordination nationale des délégués des comités de grève élus par les assemblées, fait son chemin. Mais cette idée, pour se réaliser pleinement, se heurte à trois obstacles essentiels :

- le plus important est que cette idée surgit dans le secteur où le poids du corporatisme, la division en catégories professionnelles distinctes (hérités du siècle précédent) sont très lourds ;
- ensuite cette idée surgit à un moment où l'isolement relatif de la lutte à la SNCF n'a pas été rompu par l'entrée d'autres secteurs massivement en lutte, à l'initiative des ouvriers eux-mêmes et que cette perspective semble être éloignée aux yeux des grévistes ;
- enfin aussi cette idée surgit à un moment où les grévistes sentent que les syndicats et la CGT en particulier, dont ils se méfient à juste titre (et qui traditionnellement appellent à "l'extension" et sont capables de l'organiser pour réussir à noyer et saboter les luttes en cours) sont en train de reprendre pied, sapprêtent à négocier dans le dos des grévistes et en leur nom.

Ce qui fait qu'au lieu d'avoir une seule coordination des cheminots en grève offensive, réalisant l'unité de tous les grévistes, cherchant à élargir le rapport de forces, la lutte, aux autres secteurs ouvriers, cherchant à s'ouvrir par exemple aux délégués des travailleurs du métro, des ports, des PTT, nous allons voir se constituer deux coordinations nationales, corporatistes, ayant toutes deux au moins au départ comme préoccupation aussi centrale qu'illusoire, de préserver le maintien de la conduite du mouvement dans les mains de la base, de lui permettre de contrôler les négociations Direction SNCF-gouvernement-syndicats, bref de se défendre illusoirement des manoeuvres des syndicats.

LES SYNDICATS ET LES GAUCHISTES EN REPRENNENT LE CONTROLE

Dans la coordination nationale des délégués des conducteurs de trains, excluant tout élément non conducteur de ses délibérations, et a fortiori non SNCF, la CFDT, qui avait su, dès le début de la grève, notamment sur le réseau ferroviaire Nord, d'où elle était partie, se coller au mouvement, flatter l'illusion de la force autonome des conducteurs, du fait que ce sont eux qui ont bloqué tout le trafic, mettait à profit la crainte de voir les revendications spécifiques des"roulants" oubliées dans une négociation globale et elle portait ainsi sa contribution à la division et à l'enfermement du mouvement. Dans l'autre coordination inter-catégorielle SNCF, placée dans la même problématique défensive que la précédente, plus unitaire en apparence -puisqu'inter-catégorielle- mais tout aussi corporatiste, les militants trotskystes de Lutte Ouvrière qui la noyautaient progressivement puis la contrôlaient, se révélèrent tout aussi habiles à utiliser les craintes des grévistes à l'égard de toute récupération syndicale et politique, pour apporter leur contribution, y compris "musclée", contre les militants du CCI, à la division et à l'enfermement de la lutte dans la corporation, donc à sa défaite.

Le 29/12, la combativité ouvrière dans les ports et à la SNCF, reste entière, la grève est revotée partout sans difficultés. Mais dans les faits, il devient clair que les potentialités de développement du mouvement de lutte ne se trouve plus désormais à la SNCF mais repose sur l'entrée en lutte du secteur public dans le début de la semaine suivante. Cette possibilité n'est pas à exclure mais improbable ; il y a en effet la perspective d'un nouveau week-end prolongé pour les fêtes du jour de l'an.

Le 30 et le 31/12, les autres secteurs publics n'ont pas bougé. La CGT, qui a repris ses troupes en mains à la SNCF, se sent assez forte pour "appeler" à grand renfort de tracts à des manifestations des ouvriers de tous les secteurs, "avec les cheminots". Ces manifestations ne réuniront que ses militants les plus sûrs encadrés par un fort service d'ordre. Sur le terrain, l'énergie ouvrière se concentre sur le besoin de tenir à tout prix et se disperse à de nombreux endroits dans le blocage des trains.

Les "coordinations" nationales s'enferment et se referment encore plus. De nouvelles coordinations par catégories comme inter-catégorielles se multiplient au niveau régional. La dynamique du mouvement à la SNCF se ligote et s'asphyxie de plus en plus bien que la grève tienne. La division interne a avancé à grands pas, CGT, CFDT d'un côté, coordinations de l'autre.

Le gouvernement et les syndicats dont en position pour relancer de nouvelles "négociations".

Le deuxième cap difficile pour la bourgeoisie avant le réveillon du 1er janvier et avant la rentrée sociale générale des 5 et 6 janvier, est franchi avec succès. La tactique de l'isolement et du pourrissement progressif de la lutte, à la faveur des fêtes, a fonctionné.

LA CONTRE-OFFENSIVE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE ET LA DEFAITE DES CHEMINOTS

LES SYNDICATS ORGANISENT UNE FAUSSE EXTENSION

Dès la fin de l'année 86, et plus particulièrement depuis le début de cette nouvelle année, les syndicats, CGT en tête, lancent, à grand renfort de publicité à travers tous les médias, une série de mouvements de grèves, notamment dans la fonction publique. Un travail systématique est fait au niveau des entreprises pour obtenir qu'un maximum de services soient au mieux paralysés par la grève, au moins affectés par des débrayages. Tous les moyens sont bons pour engager le maximum d'ouvriers dans ces grèves sans lendemain , jusqu'à constituer des piquets de grève musclés pour "étendre la grève" par intimidation (comme à l'EDF). Non seulement à la SNCF mais dans tout le secteur public et nationalisé, à la RATP, à l'EDF,, dans les PTT, les arsenaux, à Renault-Billancourt, la CGT limite par sa seule présence sur le terrain de la lutte, la possibilité d'un mouvement d'ampleur dans ces secteurs, tant est fort dans la classe ouvrière, le sentiment de défiance à se mobiliser derrière elle. Cette mobilisation dans la grève et les manifestations est restée bien inférieure à celle de la journée du 21 octobre appelée par tous les syndicats.

De plus, ces grèves n'ont pas donné lieu au moindre débordement des syndicats, ceux-ci étaient incontestablement les maîtres du jeu.

ET ENTRAINENT LE MOUVEMENT VERS LA DEFAITE

Le travail d'affaiblissement du mouvement des cheminots, d'abord entrepris de l'intérieur par les gauchistes, renforcé ensuite par les syndicats, est enfin complété de l'extérieur par le partage des tâches entre le gouvernement et les fractions de gauche, syndicales et politiques, pour le dénaturer, pour l'isoler davantage et le mener à la défaite complète. D'une part, le gouvernement claironne : "nous ne cèderons pas", dénonce le jusqu'auboutisme des grévistes et fait intervenir de plus en plus fréquemment ses CRS, d'autre part, les ouvriers en lutte sont menés à l'épuisement à travers une parodie d'extension et des grèves dispersées sans lendemain.

C'est une véritable offensive politique de la bourgeoisie, dont la CGT est le fer de lance, qui se développe contre la classe ouvrière et cela dans le but de permettre aux syndicats de redorer un tant soit peu leur blason, passablement terni au début du mouvement des cheminots ; d'épuiser dans des conflits durs et longs certaines fractions de la classe ouvrière et les démoraliser ; de diviser la classe ouvrière entre ceux qui auraient un "emploi stable" (fonction publique) et les autres, entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, entre grévistes et non grévistes ; et surtout de saboter par l'occupation permanente du terrain de la lutte tout l'effort de réflexion de la classe, ressenti comme nécessaire par des fractions significatives d'ouvriers, pour tirer les leçons de la grève à la SNCF. Il s'agit pour la bourgeoisie de tenter de dénaturer ou même d'effacer dans la tête des ouvriers toute l'expérience apportée par le combat des cheminots pour l'orientation de la lutte.

LECONS ET PERSPECTIVES DU COMBAT

Malgré la victoire sur les cheminots, la contre-offensive de la bourgeoisie est loin d'être une réussite vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière. La bourgeoisie n'a pas entamé la méfiance très profonde qui existe au sein de la classe vis-à-vis des syndicats, au contraire. Elle n'est pas non plus parvenue à épuiser de façon significative sa combativité. Même parmi les ouvriers les plus éprouvés par la défaite, les cheminots, c'est plus l'amertume que le découragement qui domine. Déjà se profile, à travers la déclaration de ce cheminot de Paris-Nord toute la potentialité des luttes futures: *"C'est un échec d'accord et je vais me cacher quand je reprendrai le travail, mais on recommencera plus fort et plus dur la prochaine fois !"*

Pour que ces prochaines luttes, inévitables, sortent victorieuses, les ouvriers devront savoir, à la lumière de cette première bataille perdue que :

- Quel que soit le degré de combativité des ouvriers et le niveau de prise en charge de leur lutte, si celle-ci reste isolée ou enfermée dans le corporatisme, si elle ne cherche pas à s'étendre, à s'élargir aux autres secteurs pour opposer le front le plus large à l'Etat et à toutes les forces bourgeoises coalisées contre elle, elle sera inéluctablement menée à la défaite.
- Ils devront nécessairement organiser et diriger eux-mêmes leur lutte à tous les niveaux à travers des assemblées générales souveraines qui prennent toutes les décisions en élisant leurs propres délégués, leurs propres comités de grève, en créant des coordinations interprofessionnelles organisées à un niveau régional.
- Ils devront ouvrir les assemblées générales et toutes leurs réunions à tous les autres ouvriers, actifs et chômeurs, mais également aux organisations révolutionnaires qui soutiennent la lutte en leur accordant un temps de parole.
- Ils devront recourir chaque fois que nécessaire, à des motions, à des appels aux autres secteurs ouvriers pour qu'ils rejoignent le combat, c'est-à-dire orienter toute leur activité pour l'extension de la lutte.
- Ils ne devront pas se laisser arrêter, pour développer et élargir leur lutte, par les spécificités des revendications. La lutte de l'ensemble exige des revendications communes à tous les secteurs et exige que l'on n'arrête pas la grève tant que les revendications communes et spécifiques ne sont pas satisfaites.
- Ils devront se défier en permanence des actions dites "dures" (blocage des routes, de voies ferrées) que les syndicats et leurs délégués à la base proposent. Ils devront tout autant se défier de ceux-ci quand ils diront : "on est avec vous, on vous soutient, on va négocier pour vous"

Les ouvriers doivent déjouer les pièges et les manoeuvres des syndicats, ne compter que sur eux-mêmes, sur leurs assemblées, sur l'extension, sur la solidarité active des autres secteurs.

Tout cela c'est possible, c'est réalisable. Même défaite, la lutte à la SNCF a modifié les mentalités et a révélé les capacités ouvrières.

YD

Notre intervention

Du début à la fin de la grève des cheminots, le CCI s'est investi sans réserve dans la lutte.

L'orientation qu'il a donnée à cette intervention et les moyens qu'il lui a consacrés ont, à chaque moment important et significatif de l'évolution du mouvement été dictés par la nécessité de répondre à ces besoins immédiats en mettant en avant des perspectives de marche, réalisables par les ouvriers, et par celle plus générale de préparer au mieux la classe ouvrière pour ses combats futurs.

C'est ainsi que quatre jours après le début de la grève à la SNCF, alors que le refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications des grévistes allait se traduire par une partie de bras de fer entre bourgeoisie et prolétariat, à travers direction de la SNCF et cheminots interposés, il appartenait aux révolutionnaires de peser le plus possible dans le sens du renforcement du front de classe. C'est ce que nous avons fait en diffusant à tous les secteurs de la classe le tract que nous encartons dans ce n° : "Pour faire reculer l'attaque du gouvernement, ELARGISSONS LE MOUVEMENT, ENTRONS TOUS ENSEMBLE DANS LA LUTTE". Cette diffusion s'est effectuée prioritairement en direction des secteurs susceptibles de se mobiliser le plus rapidement dans le public et également en direction de ceux déjà en lutte, les cheminots évidemment, les travailleurs des ports. A cette occasion, nous avons mené tout un travail d'agitation sur les lieux de travail où notre intervention a pu cristalliser chez les ouvriers une volonté de discussion, de regroupement pour l'action, suscitée par l'exemple de la grève à la SNCF, ce fut le cas en particulier dans le métro parisien. Cinq jours plus tard, alors que l'élargissement à d'autres secteurs ne s'était toujours pas produit mais constituait encore une possibilité de la situation, alors que la grève à la SNCF commençait à marquer le pas du fait de son enfermement dans la corporation, et de sa reprise en mains progressive par les syndicats et les gauchistes, et que de ce fait, il devenait vital que l'élargissement du front de classe venant d'autres secteurs, intervienne, très rapidement, sous peine d'un reflux général des luttes en cours, nous sommes à nouveau intervenus par un second tract : "Appel à tous les ouvriers pour élargir et unifier les luttes" (encarté dans ce numéro du journal). Diffusé le plus rapidement possible à plus de secteurs possibles, il visait le même objectif que le précédent mais en faisant cette fois plus largement appel à la réflexion des ouvriers sur les enjeux et la portée de la grève SNCF, réflexion permise grâce à un certain recul depuis dix jours déjà que se déroulait cette grève, et nécessaire pour mesurer réellement l'importance de l'entrée en lutte immédiate. Nous l'avons diffusé dans les dépôts de cheminots lors des assemblées générales, aux réunions des deux coordinations de cheminots. A ces occasions, nous avons suscité de nombreuses discussions, effectué des prises de paroles mettant en avant la nécessité pour les cheminots d'ouvrir leurs assemblées aux ouvriers des autres secteurs, de constituer des délégations massives pour rechercher leur solidarité active. C'est dans ce sens également que sont intervenus nos camarades cheminots sur leurs lieux de travail. Au cours de ces interventions, nous nous sommes confrontés à la présence musclée de la CGT, et parfois des gauchistes, à leurs manoeuvres pour esquiver et noyer la question essentielle de l'extension.

L'extension à d'autres secteurs n'ayant pu se réaliser, la grève à la SNCF s'acheminant vers une défaite certaine, le travail ayant repris dans tous les ports, la grève à la RATP s'enfermant sur elle-même et alors que la bourgeoisie cherchait à accentuer son avantage en tentant d'entrainer dans des grèves vouées à l'échec en ce moment défavorable et face au déploiement sur le terrain de toutes les forces syndicales, nous étions encore présents, principalement sur les lieux de travail, pour dénoncer cette manoeuvre et participer au repli dans l'ordre de la classe, impulser, encourager et participer à la prise en charge de sa réflexion collective sur les enseignements de la grève des cheminots.

Très rapidement, après la reprise du travail à la SNCF, nous sommes intervenus à nouveau par un tract "Leçons du premier combat" (encarté dans ce numéro), également diffusé le plus largement possible à tous les secteurs de la classe ouvrière. Son objectif était d'armer la classe ouvrière dans sa réflexion et la préparer aussi au mieux aux prochaines luttes...

Celles-ci sont d'ores et déjà en train de couver dans la classe ouvrière.

Nous y serons.

L'INTERVENTION DU MILIEU REVOLUTIONNAIRE DANS LE MOUVEMENT DE GREVE A LA SNCF

Une prise de position sur cette intervention -ou son absence- aurait été parfaitement justifiée et nécessaire dans ce numéro du journal. Faute de place nous sommes contraints de reporter sa publication au prochain numéro.

La Rédaction

COORDINATION S.N.C.F.

Le sale boulot des gauchistes

Les grèves de décembre-janvier ont permis de voir encore une fois, dans la pratique, le rôle que jouent les partis de gauche et les syndicats : pendant que le gouvernement cogne, les partis de gauche et les syndicats divisent et affaiblissent les luttes. Les travailleurs français qui les ont vus au gouvernement pendant cinq ans savent de plus en plus à quoi s'en tenir. Mais ces grèves ont aussi permis de juger dans la pratique le rôle réel des organisations gauchistes trotskystes ("Lutte Ouvrière" et la "LCR", entre autres), moins connues mais projetées sur le devant de la scène par le rôle important qu'elles ont joué dans la grève des cheminots.

Ce n'est pas un hasard si ce sont les organisations de l'extrême-gauche du capital et leurs militants au langage le plus radical qui ont fini par se trouver à la tête des coordinations et principalement de celle du dépôt d'Ivry-sur-Seine ; c'est parce que leur rôle consiste à encadrer les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière ; là où les forces de gauche, les syndicats, ne peuvent contrôler la lutte, parce que la classe ouvrière montre ouvertement et activement sa méfiance à l'égard de ceux-ci – comme cela a été le cas dans la grève des cheminots –, les gauchistes sont là pour remplir le vide, afin d'affaiblir, de dévoyer la lutte et rabattre finalement les ouvriers vers les syndicats, sur le terrain de la bourgeoisie.

La constitution des coordinations nationales de cheminots a exprimé la claire volonté des ouvriers de la SNCF de garder en main leur lutte, de la diriger eux-mêmes, ainsi que la tendance très forte du mouvement à s'étendre au sein de la SNCF, à unir les forces en lutte pour être le plus puissant possible. Elles exprimaient cette tendance spontanée qui fait que, depuis les grèves de masse en 1905 en Russie jusqu'aux luttes de l'été 1980 en Pologne, toutes les luttes ouvrières qui ont pris une importance réelle ont cherché à s'organiser par ce système d'assemblées et comités (système dont les "Soviets" ou Conseils ouvriers sont l'expression la plus épanouie). Les coordinations nationales se voulaient des assemblées générales constituées des délégués des dépôts en grève, et tout le travail des gauchistes a consisté à dévoyer ce que tendaient à exprimer ces coordinations, à empêcher toute prise de conscience, dans les rangs des ouvriers, de ce qu'ils tendaient à faire dans la pratique.

POUR L'EXTENSION EN PAROLE, GARDIENS DE L'ENFERMEMENT CORPORATISTE DANS LA PRATIQUE

A les entendre, les trotskystes apparaissent comme des champions de la lutte contre le corporatisme et pour l'extension des grèves. Ainsi pouvait-on lire dans le "Bulletin d'entreprise" de LO, repris dans son journal du 3.1.87 :

"Oui, les craintes du gouvernement et du patronat doivent se réaliser : la grève des cheminots doit s'étendre. Non seulement à toutes les catégories de cheminots, non seulement aux autres travailleurs de la fonction publique, mais aussi à tous les travailleurs du privé (...) A bas le corporatisme !" ("Lutte Ouvrière" n° 970).

Beau discours. Mais quelle fut la pratique des militants de LO et de la LCR dans les dépôts, au sein des assemblées générales de base et ensuite au sein des coordinations nationales dont ils ont pris la tête ?

De manière générale, les gauchistes de LO et de la LCR vont assener sans relâche, dans les AG des dépôts comme dans les coordinations – afin de miner le terrain – l'idée que l'extension de la lutte à d'autres secteurs risque de faire perdre le contrôle du mouvement aux cheminots, de faire qu'il soit "dilué" dans un mouvement plus large, alors que c'est l'élargissement du combat qui fait sa force. S'appuyant donc sur le corporatisme qui pèse dans la tête des cheminots, ils vont enrayer toute tendance vers l'extension, confinant la lutte sur elle-même, sans perspective, et poussant les ouvriers à l'épuisement.

Mais c'est tout d'abord au niveau des dépôts même, que les gauchistes vont briser systématiquement toutes les poussées vers l'extension, toutes les tentatives d'aller chercher la solidarité active des autres secteurs.

Ainsi, dès les premiers jours de la grève, face à la volonté des cheminots de sortir des dépôts pour manifester dans la rue, la LCR sort un tract qui met en avant que c'est dangereux, à cause du "risque d'attaques fascistes" (!), ou à cause des usagers qui pourraient exprimer violemment leur mécontentement !

Quelques jours plus tard, alors que, dans les assemblées générales de dépôts, des propositions sont faites d'envoyer des piquets volants ou des délégations massives dans les usines, les gauchistes répondent :

– *"Ce n'est pas à nous de décider si les autres secteurs veulent ou non faire grève(...); on n'a pas à imposer la grève"*(!!) comme si chercher la solidarité des autres secteurs signifiait les "forcer" à faire grève.

– ou bien en disant "d'accord" et en proposant de faire un tract de "popularisation" de la grève qui expliquerait les raisons de cette grève et excusant les cheminots pour le "dérangement" causé aux usagers. C'est clair, lorsqu'ils sont, en parole, pour la recherche de l'extension, c'est pour la dénaturer, la stériliser, la vider de toute signification.

Ce qu'ils ont fait au niveau des coordinations nationales a été dans la continuité de leur travail de sabotage, et s'ils se sont retrouvés à leur tête, c'est grâce à leur grande expérience du travail à la base – qu'ils ont encore prouvée à la SNCF – et à leur grande capacité, leur grande souplesse à épouser, à s'adapter aux besoins du mouvement ; toujours prêts en parole à être "d'accord", à appuyer ce qu'expriment les ouvriers afin de mieux briser la lutte dès qu'ils en prennent le contrôle.

Ainsi, au cours de l'AG à la bourse du travail de Paris, le 26 décembre, qui s'est prononcée sur le principe de la formation de coordinations, deux ouvriers des PTT se sont adressés à l'assemblée pour manifester leur solidarité et lui demander d'organiser l'extension de la lutte par l'envoi de délégations massives aux autres secteurs de la classe ouvrière, en particulier à ceux du secteur public (dont les PTT). Le premier put intervenir, mais, habilement, les militants de LO ont repris immédiatement la parole pour enterrer la question et passer à autre chose. Le deuxième n'a même pas pu être entendu car dès qu'il a annoncé qu'il n'était pas cheminot, quelques éléments se sont mis à crier et à vociférer au point de couvrir entièrement son intervention. Le présidium, qui n'était autre que la personne du trotskyste Vitry, fit passer aux questions "à l'ordre du jour" afin que les propositions ne puissent être discutées et reprises, brisant toute réflexion dans l'AG.

Ces propositions étaient loin d'être "à côté de la plaque", puisque des cheminots de la gare d'Austerlitz sont allés voir les deux ouvriers des PTT pour exprimer leur accord avec leur intervention et dire qu'ils avaient eu de telles initiatives sur leur lieu de travail.

Derrière les grandes déclarations: "A bas le corporatisme", voilà quelle a été la pratique concrète, la vérité des trotskystes et des syndicalistes de base; leur rôle ne fut autre que celui de toujours des staliniens de la CGT, celui de flics de l'enfermement corporatiste.

Pour la première réunion de la coordination, le 29 décembre, à la Mutualité, les militants de LO avaient pris leurs précautions. Ces soi-disant champions de l'anticorporatisme et de l'extension, établirent un contrôle à l'entrée de la salle de réunion, interdisant l'entrée à tout élément non cheminot. Qui plus est, un ouvrier des PTT qui était parvenu à entrer dans la salle et qui tenta de prendre la parole pour appeler encore une fois à l'organisation de l'extension et proposer une motion dans ce sens, fut immédiatement interrompu et chassé violemment de l'assemblée.

Leurs explications à l'entrée de l'assemblée, face à ceux non cheminots qui voulaient assister, étaient à peine plus justifiées que la violence employée à l'intérieur :

– *"Il faut se protéger des provocateurs"*, comme si une assemblée n'était pas capable de reconnaître et de se débarasser de tels éléments ;

– *"Il faut se protéger des flics"*, comme si les flics n'avaient pas les moyens d'avoir des mouchards avec des cartes de cheminots et tous les "tampons" SNCF qu'on voudra ;

– *"Il faut se protéger de la presse et de ses déformations"*, comme si la presse – à qui par contre les portes étaient grandes ouvertes et dont les caméras ont filmé sous tous les angles la tête de Monsieur Vitry –, comme si la presse avait besoin de l'intervention d'éléments non cheminots pour déformer comme elle veut les événements ;

– *"Les cheminots n'ont pas besoin de donneurs de leçons"* comme si discuter du cours de la lutte avec des éléments non cheminots impliquait pour les cheminots de se considérer comme des élèves passifs face à des professeurs ;

– *"Il faut d'abord s'occuper de l'extension aux cheminots, après on verra pour les autres secteurs"*, comme si le meilleur moyen pour encourager les travailleurs encore hésitants de la SNCF n'était pas de voir le mouvement s'étendre à d'autres secteurs de la classe ouvrière ;

– et enfin, *"nos revendications ne sont pas les mêmes que celles des autres secteurs; elles sont particulières, spécifiques aux cheminots"* (!), comme si le fait que chaque secteur ait des revendications propres empêchait que les ouvriers de différents secteurs se battent ensemble; comme si l'attaque dont sont l'objet les cheminots ne faisait pas partie de l'attaque générale de la bourgeoisie dans tous les secteurs, contre tous les ouvriers, contre leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs emplois, contre toutes leurs conditions de vie.

Quant à l'autre coordination, celle des conducteurs, qui se réunissait à la gare du Nord, et où c'est surtout les trotskystes de la LCR qui étaient présents, la participation aux assemblées était interdite, même aux cheminots qui n'étaient pas conducteurs !

Ainsi, les gauchistes ont encore montré qu'ils étaient contre le mouvement, contre la classe ouvrière, parce qu'ils n'ont eu de cesse d'étouffer, de dévoyer l'extension et la dynamique vers celle-ci d'une part et, d'autre part, parce que derrière les déclarations radicales, antisyndicales, pour l'auto-organisation, ils ont finalement réussi à ramener la classe sous la coupe des syndicats.

POUR L'AUTO-ORGANISATION EN PAROLE, MAIS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE ET POUR LES SYNDICATS EN FAIT

Une des caractéristiques essentielles de la lutte des cheminots fut sa méfiance à l'égard des syndicats, sa tendance à l'auto-organisation. Si les ouvriers ont accumulé cette profonde méfiance, c'est parce qu'ils savent par expérience – et de plus en plus – qu'ils ne peuvent pas se battre lorsqu'ils ont les syndicats dans les jambes.

Le travail des gauchistes a consisté à permettre aux syndicats de se réintroduire dans le mouvement, de reprendre le contrôle de la lutte.

Ici encore, leur rôle a été particulièrement clair : épouser verbalement le sentiment de méfiance générale vis-à-vis des syndicats, grâce à leur critique des "directions", qui se manifestait dans le mouvement pour mieux le ramener sous la coupe des centrales. Là où les ouvriers cherchaient avec plus ou moins de clarté à se doter de leur propre forme d'organisation véritablement unitaire, les gauchistes ont défendu en permanence l'idée "qu'on n'est pas contre les syndicats", "qu'on a besoin d'eux". Alors que les cheminots disaient vouloir contrôler les négociations, ne pas déléguer leur volonté aux instances syndicales, les gauchistes défendaient celles-ci.

Le journal "Rouge", organe de la LCR, le dit clairement dans son numéro du 31 décembre 86 :

"Avec l'auto-organisation, ce sont les syndicats qui sont devenus objet : ils sont sous le contrôle des cheminots(sic)*. Les travailleurs se donnent ainsi toutes les garanties de gagner (...) Les cheminots créent ainsi de nouveaux instruments qui ne remplacent pas les syndicats, mais qui permettent de gagner sans s'opposer à eux."* (souligné par nous)

Voilà la fausse critique, l'ambiguïté qui permet aux gauchistes d'avoir trente-six visages, adaptables au gré des situations, et poignarder la classe après avoir trompé sa vigilance !

Ainsi, à la coordination de Paris-Nord, ils ont répété : *"Laissons les syndicats négocier, çà n'est pas notre problème. Mais si les accords ne nous conviennent pas, on les rejettera et on continuera la grève !"*. Discours hypocrite qui permettait que les ouvriers ne contrôlent en rien les magouilles gouvernement-patronat-syndicats et qui redorait la façade des syndicats qui pouvaient alors dire : *"Nous allons consulter notre base"*, perpétuant l'idée que les syndicats "défendent" la classe ouvrière.

A la coordination d'Ivry, les gauchistes reprenaient la forte volonté des grévistes de contrôler les négociations, mais pour la détourner en disant : *"On veut notre place à côté des syndicats pour les négociations"*.

Cela permettait que les ouvriers ne se posent pas ouvertement et clairement la question : "Pourquoi ce sont les syndicats qui négocient à notre place" ?

C'est ainsi que les gauchistes se sont avérés, dans la pratique, les meilleurs défenseurs de la "représentativité" des centrales syndicales dont ils ont toujours affirmé qu'elles devaient être les principales négociatrices face au gouvernement..., alors qu'elles s'étaient opposées à la grève au début !

C'est ainsi qu'à l'heure d'organiser une manifestation, ils s'en sont remis aux appareils syndicaux...

C'est ainsi qu'à la fin du mouvement, ce sont bel et bien les syndicats qui ont mené les négociations avec le gouvernement et le patronat, *"parce qu'on a quand même besoin d'eux"*! dixit "Rouge"

Il faut que les ouvriers en soient conscients. Dans le développement de leurs luttes à venir, ils auront encore ces fervents défenseurs (en parole) de leur combat prêts à les suivre, puis à les mener... à la défaite.

Derrière la phraséologie assembléiste, pour l'auto-organisation", tout le travail des gauchistes a été d'enfermer le mouvement, de noyer les questions afin d'étouffer toute critique réelle des syndicats, et de prévenir toute tentative d'extension vers les autres secteurs – alors que beaucoup d'entre-eux, marins, dockers, navale, RATP..., étaient en lutte – relayant et complétant, à la SNCF, le travail d'isolement mené par les syndicats, et particulièrement la CGT, dans ces autres secteurs (voir article p.5).

Dans la dynamique actuelle des luttes ouvrières, les ouvriers sont poussés et cherchent à sortir de l'isolement et pour cela, il leur faut et il leur faudra combattre avec toujours plus de force leurs ennemis tels que syndicats, syndicalistes de base, gauchistes, qui n'ont de cesse de les enfermer dans "leur" usine, "leur" secteur, "leur" corporation, qui n'ont de cesse d'empêcher toute extension de leur lutte, parce que c'est là que réside toute la force de la classe ouvrière : la prise en main des luttes par les ouvriers eux-mêmes, pour élargir et unifier leur combat.

CRV

Face à la contre.offensive syndicale... ...les ouvriers se rebiffent et préparent les prochaines luttes

■ Aujourd'hui, il est clair pour tous les ouvriers que le formidable mouvement de lutte engagé par les cheminots, depuis la mi-décembre, contre la dégradation de leurs conditions de travail, contre la baisse de leur niveau de vie, n'a pas abouti. Malgré leur colère, leur détermination, leur combativité, malgré le fait qu'ils aient pris en charge (du moins dans un premier temps) leur lutte, qu'ils aient tout fait pour la contrôler eux-mêmes, qu'ils l'aient étendue à la plupart des secteurs de la SNCF, un constat s'impose : cette bataille a été perdue.

Aujourd'hui, les cheminots ont repris le travail sans avoir rien obtenu sinon quelques vagues promesses de négociations sur les revendications, de la part du gouvernement et de la direction, promesses dont la classe ouvrière connaît la valeur et dont elle a si souvent fait l'amère expérience.

Ce sont les syndicats qui ont été les principaux maîtres d'oeuvre de cette défaite ouvrière.

Alors que, dans les dix premiers jours du mouvement ils ont été débordés, mis sur la touche et parfois rejetés par les ouvriers, qui se méfient à juste titre d'eux; que, pris de court et quasi impuissants, ils révélaient leur vraie nature anti-ouvrière en dénonçant la grève, en appelant les ouvriers à l'arrêter-car elle était "impopulaire"-, en méprisant les tentatives de coordination du mouvement faites par les ouvriers eux-mêmes, taxées par eux "d'insignifiantes" (Krasucki)..., à l'approche du nouvel an, voilà que leur langage change.

"Que le flot monte", claironnait Krasucki relayé en fanfare par tous les médias de la bourgeoisie. C'est la contre-offensive de la classe capitaliste qui s'affirmait ainsi par la bouche du secrétaire général de la CGT.

Cette contre-offensive s'est déclenchée d'abord parce que le mouvement des cheminots a permis qu'elle se déclenche. En s'enfermant dans leur lutte, leurs revendications spécifiques, en mettant en avant, avant tout ce qui les distingue et non ce qui les unit aux autres ouvriers, en protégeant jalousement leur lutte, encouragés en cela par les syndicats et les gauchistes, les cheminots ont dissuadé les ouvriers des autres secteurs de les rejoindre massivement dans la lutte, entretenant ainsi l'isolement de leur mouvement.

Mais il est vrai surtout que la bourgeoisie, grâce aux bons offices des syndicats, avait écarté le principal danger : l'extension du mouvement aux autres secteurs de la fonction publique surtout quand celui-ci se trouvait dans sa phase ascendante.

C'est ainsi que, durant la période autour du réveillon de Noël, les syndicats ont réussi notamment à convaincre les ouvriers de la RATP de cesser la grève qu'ils venaient d'entamer avec détermination, en leur promettant la reprise de celle-ci pour les 30 et 31 décembre.

Mais cette contre-offensive devenait surtout nécessaire et même vitale pour la bourgeoisie du fait des risques importants de contagion que provoquait, par son exemplarité, la lutte à la SNCF, vers les autres secteurs ouvriers et particulièrement ceux de la fonction publique où la colère gronde tout aussi fort et où la nécessité de lutter est autant ressentie.

Quand la CGT lançait pompeusement aux ouvriers ses formules faussement combatives du style : "lève-toi et marche", ou: "que le flot monte"; quand, plus ou moins suivie par les autres syndicats, elle appelait et déclenchait les grèves à l'EDF-GDF, à la RATP ou aux PTT et organisait des manifestations, durant les premières semaines de janvier, au nom de l'extension de la "solidarité" et de l'"unité", son seul but était de mener les ouvriers, et en premier les cheminots, à la défaite.

Pour cela, il lui a fallu avant tout se placer à la tête des luttes en se montrant la plus radicale et la plus combative, la seule capable de défendre les intérêts ouvriers, aidée dans ce sens par les autres fractions de la bourgeoisie, partis et syndicats, qui lui "reprochaient" de "politiser" les luttes, d'être "jusqu'au-boutiste", "intransigeante". Elle a cherché aussi, par ce biais, à faire oublier son attitude ouvertement anti-ouvrière au début du mouvement à la SNCF.

En prenant l'initiative de ces luttes, en les contrôlant, elle a empêché les ouvriers à l'EDF-GDF, à la RATP, et aux PTT de prendre exemple sur ceux de la SNCF, et de le faire eux-mêmes tout en cherchant à leur faire croire que c'était la base qui décidait et qu'elle ne faisait que les suivre et les soutenir.

Mais surtout, à travers ces luttes, elle a appelé, avec l'aide des autres centrales syndicales, à une fausse extension au moment le plus défavorable, quand le mouvement des cheminots refluait.

Cette parodie d'extension, les ouvriers en ont maintes fois fait les frais dans le passé. Ils en ont fait les frais encore une fois en acceptant de se lancer, derrière les syndicats, dans des actions isolées, dispersées et stériles. La véritable extension est celle qui permet d'opposer à la classe capitaliste le front le plus large et le plus unifié, celle qui est décidée, prise en charge, dirigée par les ouvriers eux-mêmes et coordonnée entre tous les secteurs. Quand les syndicats parlent d'extension, c'est pour organiser la dispersion des ouvriers. Quand ils parlent d'unité, c'est soit pour revendiquer l'unité syndicale - c'est-à-dire l'unité des saboteurs, des ennemis de la lutte - soit pour organiser l'isolement des luttes et leur désunion. Et, le plus souvent, les deux à la fois. Les cheminots et les ouvriers de l'EDF-GDF, de la RATP ou des PTT, qui ont accepté de suivre la CGT et les autres syndicats dans l'"action" savent aujourd'hui que, s'ils ont pu effectivement exprimer leur colère et leur combativité, cela ne les a menés qu'à l'épuisement et parfois même à subir la répression, mais en aucune manière à imposer un rapport de forces favorable.

"Oui ! le flot monte et c'est tant mieux. Certains le craignent. Pas la CGT". Krasucki a raison de pavoiser, il n'y a rien à craindre tant que les ouvriers en lutte le suivront. Aujourd'hui encore, il les a menés à la défaite.

Mais cette défaite est loin d'être décisive. Tout d'abord parce que, malgré les appels conjugués, répétés et amplifiés des syndicats - pour lesquels *"l'action est à l'ordre du jour partout et pour tous"* (Krasucki) -, la majorité des ouvriers du pays et même dans la fonction publique, ont refusé de lutter derrière ces derniers, ont refusé de se laisser entraîner dans la spirale de la défaite. Même ceux qui ont fait grève dans ces conditions défavorables, loin d'être démoralisés, sont rentrés amers, avec la rage au ventre et encore plus méfiants vis-à-vis des syndicats.

Aujourd'hui, malgré sa victoire sur les cheminots, la bourgeoisie n'a pas réussi à entamer la colère générale et les potentialités de combativité dans la classe ouvrière, au contraire.

De plus, toute l'expérience riche et magnifique de la lutte des cheminots, que la bourgeoisie et ses syndicats a cherché en permanence à minimiser, dénaturer et effacer, reste pleinement vivace dans les consciences ouvrières.

Pour les ouvriers, dans tous les secteurs, dans toutes les régions, l'exemple des cheminots reste à suivre et à répandre. Mais cela ne pourra se faire victorieusement qu'après en avoir tiré toutes les leçons principales et, plus particulièrement, en prenant conscience que ce qui a été déterminant dans l'évolution du conflit de classe, c'est l'enfermement de la lutte sur elle-même et l'absence d'extension réelle aux autres secteurs.

Ce besoin de réflexion a commencé à se faire sentir au sein de la classe ouvrière, alors même que tous les cheminots n'étaient pas tous rentrés, et cela malgré l'occupation envahissante du terrain de la lutte par les syndicats (pour dénaturer tous les besoins et acquis de la lutte, ils sont capables de les reprendre à leur compte; comme le disait un militant CFDT : *"nous allons créer partout, s'il le faut, des comités de grève et des coordinations"*).

Aujourd'hui, des manifestations de ce besoin apparaissent ouvertement parmi les ouvriers, notamment dans la fonction publique où de fortes minorités d'entre eux, plus méfiants que jamais vis-à-vis des syndicats et clairement conscients des manoeuvres que ceux-ci ont développées durant ces dernières semaines, cherchent à maintenir des contacts entre eux, à se regrouper dans des comités de réflexion et d'action.

Un tel comité s'est constitué au niveau des centres de tri parisiens, regroupant des agents du tri et des chauffeurs, intéressant également des ouvriers de l'EDF-GDF, et se donne comme objectif de tirer collectivement les leçons du dernier combat, de faire participer le maximum d'ouvriers à cette réflexion, en la diffusant, et de préparer les prochaines batailles qui sont inévitables.

Tout ouvrier conscient, tout révolutionnaire conséquent ne peut que soutenir de tels efforts, encourager et participer à de tels comités dans l'ensemble de la classe, dans le secteur privé comme dans le secteur public.

Cela est un atout décisif pour que les ouvriers sortent victorieux dans les prochaines batailles et qu'ils fassent échec aux manoeuvres de sabotage et de division des syndicats.

J.E.

POUR UNE COORDINATION INTERPROFESSIONNELLE

■ *Nous publions, ci-dessous, une motion qu'un groupe d'ouvriers s'était proposé de présenter, en vue de son adoption, à la "Coordination nationale interprofessionnelle" d'Ivry, le 29 décembre. Nous apportons notre soutien total à cette motion et plus particulièrement au souci fondamental qu'elle contient: la nécessité d'étendre et d'élargir le mouvement aux autres secteurs pour former "le front le plus large et unifié".*

Au moment où elle a été proposée, c'est-à-dire au moment où le mouvement des cheminots en tant que tel avait atteint ses propres limites tout en continuant d'exprimer une forte combativité, où le combat pouvait rebondir au niveau d'autres secteurs - en effet, cela était réellement possible dans la mesure où déjà certains d'entre eux étaient entrés en lutte, comme à la RATP, manifestant une colère et une combativité grandissantes -, au moment où il était possible de faire pièce à la bourgeoisie qui déployait toutes ses forces, notamment syndicales, pour encadrer et isoler le mouvement des cheminots ainsi que les autres secteurs en lutte ou en mesure d'entrer en lutte, cette motion était la bienvenue; le souci d'extension qu'elle exprime était indispensable, sinon vital, et sa discussion et son adoption par les ouvriers particulièrement nécessaires.

Mais cette motion n'a pu être prise en compte par l'assemblée générale, les gauchistes de LO ayant empêché sa lecture et même interdit l'entrée de la salle de réunion aux "éléments non-cheminots" (comme ils le disaient) qui auraient pu la défendre face à l'ensemble des ouvriers présents.

Mais rien n'est perdu. L'extension des luttes ouvrières reste toujours une nécessité vitale et un souci permanent qui d'ailleurs se fait jour de plus en plus clairement dans des fractions de plus en plus importantes de la classe ouvrière. Dans les luttes à venir, les ouvriers doivent le reprendre et le traduire en pratique - il n'y a pas d'autre voie - tout en sachant que les syndicats feront tout et toujours pour créer, avec l'aide des gauchistes, des fausses coordinations, des fausses structures ouvrières pour dénaturer les véritables besoins des luttes aujourd'hui, et dévoyer la dynamique de l'élargissement du combat.

MOTION

L'assemblée générale de la coordination des cheminots en grève, considérant :

- la gravité de la situation sociale qui règne dans le pays ;
- les attaques répétées et chaque jour plus fortes de la part du gouvernement et du patronat dirigées contre les conditions de vie et de travail de l'ensemble de la classe ouvrière en France ;
- la riposte énergique et spontanée, partie de la base ouvrière, contre les mesures antiouvrières du gouvernement, se manifestant par les grèves générales massives et combatives des cheminots, des ouvriers de la marine, des dockers, des ouvriers des transports publics (métro et autobus) à Paris ;
- la ferme volonté à la base de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire,

estime :

- que seul un front le plus large et unifié de tous les travailleurs est en mesure d'établir un rapport de forces capable de défendre les intérêts de tous les ouvriers aujourd'hui durement attaqués ;

décide :

- la constitution immédiate d'un comité de coordination et de lutte de la région parisienne groupant les représentants de tous les secteurs déjà en grève : cheminots, métro, autobus;
- la constitution immédiate, dans ce but, de délégations chargées de contacter ces secteurs, leurs assemblées générales, afin qu'ils se joignent et s'intègrent dans ce comité de coordination régional général ;
- de lancer, au nom de l'assemblée générale, un appel à la solidarité de tous les ouvriers de la région parisienne -ouvriers actifs et ouvriers au chômage, ouvriers et employés de la fonction publique et des entreprises privées- un appel à la solidarité active, pour une intégration dans la lutte et son élargissement.

Un groupe d'ouvriers de différents secteurs pour l'extention et l'unification des luttes.

Pas d'autre alternative que d'entrer en lutte massivement

"Le risque existe que l'économie mondiale, sous les coups de déséquilibres persistants, se désintègre, et que les économies nationales se referment sur elles-mêmes. Les baisses de niveaux de vie seraient alors tragiques. Il faut que les pays en cause, au premier rang les USA, le Japon et l'Europe se mettent d'accord pour mener des politiques concertées qui permettent d'opérer des relances simultanées (...) Ainsi pourraient être retrouvées les croissances nécessaires pour extirper de nos sociétés la tare qu'est l'actuel chômage et rendre aux peuples des raisons d'espérer." (J-M. Jeanneney, "Le Monde", 16-1-87).

■ Tels sont les voeux pieux de cet illustre économiste bourgeois, ancien ministre de De Gaulle, à l'heure où, avec la nouvelle récession qui frappe au coeur des grandes concentrations industrielles, le chômage et la misère vont connaître cette année une nouvelle accélération partout dans le monde avec l'accentuation de la guerre commerciale entre les USA, l'Europe et le Japon. La baisse des taux de croissance, les faillites de pans entiers de la production, les déficits commerciaux et l'endettement gigantesque de la plupart des pays industrialisés (et notamment le 1er d'entre eux, les USA), montrent à l'évidence que, face à un marché mondial de plus en plus saturé, les rivalités économiques entre les principales puissances du bloc occidental vont encore s'exacerber.

LES OUVRIERS EUROPEENS FONT LES FRAIS DE LA GUERRE ECONOMIQUE

Alors que, dès l'apparition des premiers symptômes de cette nouvelle récession mondiale au cours de l'année 86, la pression des USA sur l'Europe et le Japon (mesures protectionnistes destinées à fermer les frontières "US" aux marchandises européennes et japonaises, réévaluation du yen et baisse du dollar) avait déjà contraint la bourgeoisie des pays européens à mettre en application des programmes d'austérité draconiens (tel le plan Martens en Belgique, au printemps 86), l'intensification présente de la guerre commerciale ne peut qu'aggraver toujours plus les conditions de vie de toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui, c'est surtout à travers une pression de plus en plus forte sur les monnaies que la bourgeoisie "US" axe l'essentiel de son offensive contre ses principaux concurrents. D'abord en dévaluant sa propre monnaie (de 44% par rapport au mark depuis un an); l'économie "US" espère ainsi battre des records de compétitivité sur le marché mondial face à ses rivaux européens et japonais. Affrontés à une difficulté grandissante de concurrencer les USA, tous les Etats européens -de même que le Japon- n'ont pas d'autre ressource que celle de réduire au minimum le prix de revient de leurs marchandises en faisant payer toujours plus cher à la classe ouvrière le prix d'une telle politique : Baisse des salaires, réduction ou suppression des prestations sociales, augmentation des cadences, élimination drastique des secteurs non rentables, avec à la clé de nouvelles charrettes de licenciements.

Cependant, cette politique de baisse du dollar a déjà fait les preuves de son inefficacité, comme en témoigne le déficit commercial pharamineux enregistré par l'Etat fédéral à la fin 86 (20 milliards de dollars). Malgré toutes les mesures protectionnistes, malgré la dévaluation de leur monnaie, les USA ont acheté à l'étranger deux fois plus de produits qu'ils n'en ont vendus.

Devant la nécessité impérieuse pour les USA de renforcer la compétitivité de leurs marchandises, l'offensive de l'administration Reagan vient encore de franchir une nouvelle étape. Aujourd'hui, il s'agit pour la bourgeoisie "US", non seulement de vendre moins cher ses produits, mais encore de pousser ses concurrents à vendre à des prix plus élevés leurs propres marchandises en réévaluant leurs monnaies. Ainsi, après le Japon, c'est maintenant la RFA qui doit se plier au diktat américain. En imposant à la RFA une réévaluation du mark, cette offensive "US" va avoir des conséquences désastreuses pour ce pays comme pour tous les autres pays occidentaux. En effet, si jusqu'alors la RFA demeurait le seul pays dont la balance commerciale était excédentaire, une telle politique se traduira à court terme par une chute brutale des exportations et donc du taux de croissance (déjà révisé à la baisse de 3 à 2,5% pour l'année 87).

Face à cette perspective de récession, la RFA, première puissance européenne, va être contrainte, à court terme, de mener la même politique d'austérité que celle de ses consoeurs d'Europe occidentale : une politique d'attaques toujours plus brutales contre toute la classe ouvrière. D'ores et déjà, des plans de licenciements massifs ont été programmés pour 87 dans plusieurs secteurs en voie de "restructuration" : 5 500 dans la métallurgie, 6 000 dans les mines de la Ruhr, 12 000 dans les chantiers navals, 10 000 dans les usines de sous-traitance de la construction navale, 20 173 d'ici à 88 dans la sidérurgie, etc.

Ainsi, avec la récession qui va désormais frapper de plein fouet la RFA, la classe ouvrière de ce pays connaîtra, elle aussi, de moins en moins de répit. Elle n'aura, elle aussi, pas d'autre choix que de développer une riposte de plus en plus massive et unie, de hisser ses combats au niveau de ceux déjà engagés au cours de l'année 86 par les ouvriers en Belgique, en Espagne, en France, en Scandinavie...

LES OUVRIERS AMERICAINS NE SONT PAS EPARGNES

Cette offensive économique des USA contre l'Europe et le Japon va-t-elle pour autant permettre à la 1ère puissance mondiale d'échapper à la récession? Certainement pas! De même que la mini-reprise "US" de 83-84 allait de pair avec un gonflement colossal du déficit budgétaire de l'Etat fédéral -déficit qu'il s'agit aujourd'hui d'éponger-, toutes les recettes utilisées aujourd'hui par la bourgeoisie "US" pour éloigner le spectre de la récession, non seulement s'avèrent inefficaces, mais vont encore constituer un facteur d'aggravation de la crise aux USA comme dans les autres pays. Les pressions "US" en faveur des réaménagements monétaires, les mesures protectionnistes de fermeture de frontières aux marchandises européennes et japonaises, loin d'augmenter les parts de marché des USA ne peuvent, à terme, que les réduire. En effet, avec la plongée de l'Europe dans la récession, les débouchés européens pour l'économie américaine vont, à leur tour, se fermer de plus en plus. Les USA subiront ainsi le contre-coup de l'offensive économique contre leurs concurrents, qui sont aussi leurs principaux clients. L'effet boomerang d'une telle politique signifie que cette deuxième récession des années 80 ne peut épargner aucun pays. Avec l'effondrement de pans entiers de l'économie mondiale, partout les mêmes programmes d'austérité sont à l'ordre du jour.

Ainsi, aux USA, comme dans tous les pays, ce sont les mêmes licenciements massifs qui sont annoncés pour l'année 87 : 29 000 à Général Motors (qui vient de fermer 11 usines), 12 000 à IBM, 4 900 dans l'industrie électronique, 20 000 à ATT (secteur du téléphone), 13000 aux usines Kodak, 4000 à General Electric, etc. Aux USA, comme dans tous les pays, la violence des attaques capitalistes va frapper en 87 l'ensemble de la classe ouvrière :

-les ouvriers du secteur public, à travers la mise en application de la loi Graham-Rudman (destinée à éponger le déficit budgétaire "US") qui prévoit une baisse draconienne des salaires et des suppressions d'emplois dans tout le secteur public;

-les ouvriers du secteur privé, à travers l'adoption de la "réforme fiscale" obligeant toutes les entreprises privées à verser des impôts à l'Etat. Ainsi, les patrons seront contraints de compenser leur perte de profit en utilisant tous les moyens pour réduire les coûts de production : baisse des salaires et des primes, augmentation des cadences, licenciements;

-contre les ouvriers au chômage, à travers l'adoption du budget 88 qui prévoit des coupes claires dans tous les programmes sociaux et notamment des attaques sans précédent contre les allocations chômage, alors que déjà les deux-tiers des chômeurs ne touchent plus aucun subside

Aux USA, comme dans les autres pays -et notamment ceux d'Europe occidentale-, la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que de développer une riposte à la mesure des attaques qu'elle subit et va continuer de subir.

(SUITE PAGE 7)

TCHAD-LIBYE L'état francais mène l'offensive

■ Depuis presque un mois, la presse et tous les médias se font l'écho de la reprise des combats au nord du Tchad avec les troupes libyennes de Kadhafi. "Bombardements offensifs" libyens, "bombardements pour l'exemple" français : sous la forme feuilleton, le scénario guerrier évolue d'attaques en ripostes de part et d'autres.

Si cela n'a rien de nouveau, hélas, pour le Tchad comme pour beaucoup de parties du monde, la "banalisation" de ce conflit, avec l'armée française en premier appui, ne doit pas nous faire oublier l'accélération de la barbarie du système capitaliste qui, en permanence, se déchaîne à travers le monde et dont l'Etat français se fait un des fers de lance, particulièrement en Afrique.

L'ENJEU DU CONFLIT :

Comme nous le rappelons depuis plusieurs mois dans notre presse, le conflit tchadien n'est qu'un maillon dans l'offensive impérialiste occidentale où les principales puissances du "bloc américain" se répartissent les tâches de pression et d'intervention face à des Etats ou fractions bourgeoises à mettre au pas, à inféoder à la stratégie occidentale contre le bloc impérialiste ennemi.

Accélérer la mise au pas de la Libye reste un élément majeur, une clé pour tout le dispositif guerrier, stratégique du bloc "US". Depuis le raid meurtrier américain de l'année dernière, la pression sur la Libye ne s'est jamais relâchée et les derniers événements ne font que confirmer cette analyse qui dit que la pression sur la Libye ne fait que se renforcer.

Il apparaît de plus en plus clairement à n'importe qui aujourd'hui, que l'"aide apportée aux pays frères", comme le Tchad, n'est qu'un leurre, que c'est véritablement l'Etat français qui mène la danse pour le compte du bloc occidental, resserre son étau sur la Libye en tant que gendarme patenté du bloc "US", avec l'accord bienveillant obtenu de la plupart des pays africains, au "sommet" de Lomé.

Et s'il y a un "défi" lancé par quelqu'un dans cette situation, comme nous le rabachent depuis des mois les médias, ce n'est certainement pas le fait de Kadhafi qui, pris au piège, n'a pas d'autre issue que de poursuivre sa tentative désespérée de marchandage, de "surenchères" en contre-partie de son enrôlement dans le dispositif stratégique occidental. Mais ce "défi", c'est, à l'inverse, le fait du bloc US via la France, qui ne fait que rappeler toujours plus crûment à Kadhafi les diktats auxquels il doit se soumettre de gré ou de force.

L'ETAT FRANCAIS EN PREMIERE LIGNE

Une chose doit être claire aujourd'hui : même avec chair à canon tchadienne interposée, c'est l'armée française qui s'affronte à la Libye. Sur tous les plans, qu'ils soient stratégiques, logistiques, diplomatiques et même physiques, l'Etat français mène l'offensive impérialiste au nom du bloc.

Pour ce faire, le "socialiste" Mitterrand et son Premier ministre de droite, Chirac, travaillent main dans la main, parlent d'une même voix.

Pour ce faire, un même élan de "solidarité" embrase nos bourgeois nationaux : des dizaines de tonnes de matériel militaire décollent de Nantes dans des avions cargos américains pour être parachutés aux combattants tchadiens aux prises avec l'armée libyenne au nord du 16é parallèle. Au même moment, l'Etat français oppose un sinistre refus de concéder aux travailleurs de la SNCF en grève autre chose que des coupes claires dans leurs salaires déjà largement amputés.

Quelques jours plus tard, "malgré" (sic) le super-dispositif radar français "épervier" qui, en l'occurence, a laissé faire, c'est "l'agression" libyenne dans un bombardement au sud du 16è parallèle, zone officiellement interdite et protegée, que même une mouche ne peut pas survoler sans être repérée!

Encore une fois, les pousse-au-crime Mitterrand, Chirac et Giraud (ministre de la Défense) préparent à l'unisson la "riposte appropriée" que sera le bombardement d'un dispositif radar libyen par les "Jaguar" français. En clair, face à la "piqûre d'insecte" (dixit Chirac) que représentait le bombardement libyen, l'avertissement de la France est net : "Les troupes du colonel Kadhafi savent désormais (dixit Giraud) que nous frappons où on veut et quand on veut".

Cette opération dite "de routine" par les officiels français a été reçue 5 sur 5 par certains officiels libyens qui ont compris l'avertissement, jugé le reste de leur marge de manoeuvre quasi inexistante et qui déclarent par la voix de l'ambassadeur libyen en France : "Il faut que des rapports normaux existent entre la France et la Libye. Le problème tchadien est éternel. Il est stupide de sacrifier nos intérêts à un conflit sans fin."

Il est plus que probable que si Kadhafi lui même persiste dans la voie guerrière en envoyant au casse-pipe des dizaines de soldats enrôlés de force, une opposition nationale, déjà très présente au sein de la bourgeoisie et de l'armée libyenne, se concrétisera sur des bases d'autant plus "réalistes" que l'affrontement est sans issue pour la Libye.

Les exigences françaises, d'ailleurs, seront toujours plus pressantes, on ne peut en douter. Et si c'est encore dans un cadre relativement mesuré que les "rappels à l'ordre" s'effectuent, on peut faire confiance à l'Etat français pour qu'il applique une plus grande "fermeté", sous l'égide du chef de bloc, les USA, qui a déjà montré sans ambiguïté la perspective, l'an dernier.

Avec la réunification aujourd'hui des forces des deux "frères ennemis" réconciliés, Goukouni Oueddei et Hissène Habré, la France veut maintenant compter sur un Etat tchadien plus solide et stable qui permettra à l'Etat français d'imprimer une pression sans faille sur la Libye. A ce niveau, le message français aux dirigeants tchadiens est tout aussi net : "cohésion dans votre propre Etat, votre armée; nous nous chargeons de remettre au pas la Libye."

Tel est l'objectif, le seul, de l'Etat français : préserver et servir les intérêts impérialistes et stratégiques du bloc occidental, et cet objectif passe nécessairement par le renforcement de la militarisation -sinon de la répression à outrance- dans des pays comme le Tchad.

Destructions humaines dans les "zones stratégiques", misère, chômage et attaques aux conditions de vie des travailleurs dans les pays industrialisés telles que les seules perspectives qu'offre le capitalisme.

La classe ouvrière est seule à détenir par sa lutte acharnée et massive, les moyens de mettre à bas et de renverser ce système meurtrier.

Stopio

FEVRIER 1917

(suite de la page 8)

Dans sa "Lettre d'adieu", citée plus haut, Lénine renforce cette idée en poursuivant :

"Le prolétariat allemand est l'allié le plus fidèle, le plus sûr de la révolution russe et mondiale."

Il n'y a pas là trace d'ambiguïté sur la nature du mouvement en Russie : il est le premier à rentrer dans l'arène de l'histoire, le premier bataillon de la révolution prolétarienne mondiale, et son succès dépend de l'échec ou du triomphe de la révolution en Allemagne et dans le monde. Ceux qui, aujourd'hui, se réfèrent encore à la soi-disant "révolution bourgeoise de février 17 contre l'autocratie", ne font que reprendre à leur compte ce que les forces de la bourgeoisie ont tenté de faire croire au prolétariat mondial pour désarmer ce mouvement international :
- en Russie, pour ramener le prolétariat vers la guerre impérialiste ;
- dans le reste du monde pour tenter d'éviter que le mouvement ouvrier en Russie ne serve d'exemple au prolétariat des autres pays.

DES LECONS ESSENTIELLES DE FEVRIER 1917

La leçon fondamentale que l'on peut tirer de ce mouvement, c'est la confirmation de cette idée défendue depuis toujours par les révolutionnaires : seule la classe ouvrière, par sa lutte, est à même d'en finir avec la guerre. C'est effectivement la lutte des ouvriers en Russie qui a mis un terme à l'engagement national dans la guerre mondiale comme c'est la lutte des ouvriers en Allemagne qui provoqua l'armistice.

Aujourd'hui, beaucoup d'ouvriers se posent la question d'une troisième guerre mondiale et redoutent cette menace que l'enfoncement du capitalisme dans la crise fait peser de plus en plus sur l'humanité. Et cette inquiétude est d'autant plus légitime que si une troisième guerre mondiale éclatait, il est exclu qu'elle puisse déboucher comme ce fut le cas en 1917, sur un quelconque surgissement révolutionnaire puisqu'elle signifierait la destruction de l'humanité.

Renforcés dans leur conviction par les événements qui commencent en février 17, les révolutionnaires doivent clamer haut et fort non seulement que cette guerre ne peut voir le jour tant que la classe ouvrière n'est pas embrigadée idéologiquement derrière la bourgeoisie, mais aussi que seule sa lutte contre la détérioration des conditions d'existence provoquée par la crise du système nous évite un nouveau conflit mondial dans lequel l'humanité même risquerait la disparition. Tel est le cas aujourd'hui, alors que depuis 20 ans le prolétariat mondial développe ses luttes dans tous les pays.

Cette lutte ouvrière, en se développant internationalement, ne fait pas qu'empêcher la guerre. Elle prépare les affrontements révolutionnaires qui présideront à la destruction du système. De même, nous avons vu les ouvriers, en février 17, annoncer la riposte mondiale du prolétariat au problème mondial représenté par la guerre, de même les luttes actuelles sont l'annonce de la réponse mondiale, globale du prolétariat au problème global que pose la crise du capitalisme à l'humanité, avec son cortège de misère, de chômage et de famine.

La classe ouvrière a aujourd'hui l'avantage par rapport à 1917, de commencer à développer sa riposte à la crise mondiale du système sans y être poussée par les atrocités de la guerre, sans avoir perdu au front ses forces vives, sans être divisée par le partage bourgeois entre pays vainqueurs et pays vaincus ; les partis de gauche et les syndicats commencent à être clairement reconnus par le prolétariat pour ce qu'ils sont devenus, c'est-à-dire des appareils bourgeois destinés à le tromper, le désarmer et qui de ce fait, ont moins de capacité pour mystifier la classe.

Dans tous les pays du monde éclatent aujourd'hui des luttes ouvrières; les questions de leur extension et unification se posent avec toujours plus d'acuité. Tous ces éléments confirment que, 70 ans plus tard, se prépare une *"nouvelle irruption des masses dans le domaine où se règle leur propre destinée"* ; 70 ans plus tard, mûrit un mouvement en profondeur qui doit savoir tirer toutes les leçons de l'histoire et prendre confiance dans sa propre force. C'est dans ce processus en marche que la classe ouvrière, avec l'intervention en son sein de minorités révolutionnaires, peut développer sa conscience des enjeux et son unité de classe.

"J'étais, je suis, je serai" "La bourgeoisie pensait bien l'avoir enterré : le prolétariat commence à faire trembler à nouveau la classe dominante. Il est cette force qui, par le développement de ses luttes au niveau international, et en particulier dans les pays centraux du capitalisme, empêche la bourgeoisie de déclencher une nouvelle guerre mondiale. Il doit approfondir son processus actuel vers des luttes toujours plus étendues et profondes, vers toujours plus d'organisation -en clair avec toujours plus de conscience politique- pour que, demain, les Conseils ouvriers plantent sur le monde le drapeau rouge de la révolution.

Moro

(1) Plate-forme de l'I.C.
(2) Reichstag : Parlement allemand.

SOUSCRIPTIONS
T.M. (Paris) : 400F.
LCL (Paris) 350F.
R.P. à Paris : (décembre 86)
FM (40f.), SK,(20f.), MCCL (25f.), JL (5f.), CN (10f.)
LA (20f.), FN (10f.), MRC (20f.), JE (20f.), PF (5f.)
GD (10f.)
R.P. à Bordeaux (décembre 86)
Julien : 156f.
Permanence à Tours (décembre 86)
Dewey (20f.), Hägar Dunor (5f.), G.P. (50f.), DD (50f.)
TOTAL : 1216f.
TOTAL GENERAL pour 1986 : 18074f.

CRISE ECONOMIQUE...

(suite de la page 6)

UNE SEULE VOIE : LUTTER POUR SE DEFENDRE

Contrairement à tous les discours des hommes de bonne volonté de la bourgeoisie, il n'existe aujourd'hui aucune recette magique capable de redonner un nouveau souffle à l'économie mondiale. Plongé dans des convulsions toujours plus violentes, le capitalisme n'a plus rien à offrir qu'une misère et une barbarie grandissante. Explosion du chômage massif dans les pays industrialisés, famines et guerres qui laminent des populations entières dans les pays sous développés, tel est le lot du capitalisme décadent.

Si cette "tare", que constitue le chômage, peut être "extirpé", si l'humanité a aujourd'hui "des raisons d'espérer", ce n'est certainement pas du capitalisme qu'il faut attendre une telle perspective, mais de sa destruction par la seule force capable d'offrir un avenir à l'humanité : la classe ouvrière. Et ce n'est qu'en s'efforçant de briser ses propres chaînes, en développant partout ses combats de façon encore plus massive et unie contre la dégradation de toutes ses conditions de vie, que le prolétariat pourra mettre un terme à la misère et à la barbarie capitalistes. L'unification de ses luttes, voilà la principale force de la classe ouvrière contre le capital, comme en a témoigné la formidable riposte des ouvriers en Belgique, au printemps 86. Aujourd'hui, avec l'accentuation des attaques capitalistes contre tous les secteurs de la classe ouvrière simultanément, cette unification des combats de classe est devenue nécessaire et possible dans tous les pays.

(17-1-87) Avril

REUNIONS PUBLIQUES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

CLERMONT-FERRAND :
Réunion Publique le 20 février à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :
Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanche du mois au marché de Wazemmes.

LYON :
Réunion Publique le 20-2 à 21h à MATO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 24-2 à 18h au café "La Brioche", 6, rue de la Barre, 2ème métro : Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le dimanche 22-2 à partir de 11h30

MARSEILLE :
Réunion publique le 27 février à 21h au 205 rue Ste Cécile.
Permanence le 11 février de 18h à 19h à "l'artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :
Réunion publique le 14 février à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier pallier).
Permanence le 6 février, à la même adresse.
Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 7 février de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le 20 février à 20h30 au 27, avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.
Permanence le 31 janvier et le 28 février, de 17h à 19h, à la même adresse.

ROUEN :
Réunion publique le 30 janvier à 20h à la Halle aux Toiles.
Permanence le 20 février à 20h30 même adresse.

TOULOUSE :
Réunion Publique le 27 février à 21h, rendez-vous deant l'entrée Cafétéria du Géant Casino, Pont des Demoiselles.
Permanence tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au café "Le Colbert" avenue StExupéry.
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mis, de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces (St Sernin).

TOURS :
Réunion publique le 21 février à 17h à la "Maison pour tous", rue de la Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station, NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (10F + 3F de frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (idem)
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F + 6F de frais d'envoi)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F de frais d'envoi)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION :150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER :150F PAR AVION :150F
Abonnements et versements par chèque banquaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais -75011-
Directeur de la publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

La réponse prolétarienne au système capitaliste et barbare

Il y a juste 70 ans, les ouvriers de St Petersbourg en Russie, se soulevaient contre les terribles sacrifices que leur imposait la guerre mondiale. En quelques jours, ils renversaient le régime tsariste séculaire. Mais leur soulèvement avait une toute autre signification que le remplacement d'une forme de la domination de classe -l'absolutisme féodal- par une autre forme de celle-ci -la démocratie bourgeoise. Ce qu'annonçait leur mouvement, n'était rien de moins que la révolution prolétarienne mondiale, celle qui doit libérer l'humanité de toutes ses chaînes.

La guerre mondiale qui éclate en 1914 vient sanctionner la fin de la période d'expansion du système capitaliste mondial. Tous les Etats nationaux sans exception en sont réduits à s'arracher les marchés les armes à la main, à détruire ce qui a été construit, à plonger l'humanité dans l'horreur sans fin d'une barbarie généralisée, aboutissement de la crise dans laquelle les propres contradictions du système l'ont plongé, et à tenter ainsi de perpétuer le profit et l'exploitation.

En 1914, se pose concrètement à la société la question : socialisme ou barbarie. La barbarie, c'est la réponse capitaliste à la crise : les champs de bataille, l'exploitation à outrance, la misère et, pour la population civile, la terreur permanente sous la dictature absolue de l'état de guerre. Le socialisme c'est l'alternative que préparent depuis des dizaines d'années les révolutionnaires dans le monde entier, la fin de l'exploitation dans une société où les frontières auront été abolies.

L'heure était enfin venue d'en finir avec le capitalisme, l'heure de la révolution, révolution de l'"unique force capable de sauver l'humanité de la barbarie, le prolétariat mondial" (1).

Le prolétariat avait forgé durant toutes ces années des organisations puissantes, partis sociaux-démocrates et centrales syndicales, qui se regroupaient au sein de la IIe Internationale. Petit a petit, celles-ci, sous la pression de l'idéologie bourgeoise, cédaient du terrain à l'opportunisme, se laissaient gangréner par l'idéologie nationaliste. Malgré les déclarations contre la guerre et les professions de foi internationalistes, dans les années qui précédèrent 1914, la majorité dans l'Internationale passa avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie au moment du conflit, livrant l'ensemble de la classe ouvrière à ses bourreaux. Désorienté, sans perspective, le prolétariat fut envoyé se faire étriper sur les champs de bataille. L'Internationale était morte, la barbarie triomphait

Précipité dans la boue des tranchées par la faillite de l'Internationale, soumis à un déluge de fer et de feu, le prolétariat semblait avoir disparu de la scène de l'histoire et, avec lui, les perspectives de révolution et d'émancipation dont il est porteur

LA REPONSE PROLETARIENNE A LA GUERRE

Toutefois, toutes les forces de la social-démocratie n'avaient pas trahi leur classe. Au sein des partis qui avaient été membres de l'Internationale, désormais morte, se livrait une bataille décisive entre les anciens chefs du mouvement ouvrier gagnés à la bourgeoisie et les forces révolutionnaires qui réapparaissaient alors même que la guerre faisait rage.

Dès 1914, Lénine avance le mot d'ordre dans lequel se reconnaîtront les révolutionnaires de tous les pays : *"transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme!"* Ce mot d'ordre éclatera jusqu'à la tribune du Reichstag (2) quand Karl Liebknecht cria : *"Tournez vos armes contre vos ennemis de classe à l'intérieur du pays.!"* Le mouvement révolutionnaire international renaissait de ses cendres. Il était l'expression politique de la vitalité de la classe ouvrière dans son ensemble. Alors que la bourgeoisie croyait avoir totalement soumis le prolétariat, le spectre de la révolution mondiale se dressait devant elle. *"Rira bien qui rira le dernier ! La bourgeoisie n'a pas réussi à retarder de beaucoup la crise révolutionnaire.. " "ce qui est à l'ordre du jour"*, écrit Lénine en janvier 1917, *"c'est la solution des grands problèmes historiques par l'action directe des masses"*. Et en février 1917, l'action directe des masses répond au grand problème historique que représente la guerre mondiale, expression de la décadence du capitalisme.

Constitué par les ouvriers de St Petersbourg, les premiers bataillons de l'armée mondiale du prolétariat répondent par la grève générale insurrectionnelle à la guerre impérialiste.

Commencée, le 23 février, par les ouvrières du textile - surmontant les hésitations des organisations révolutionnaires -, la grève gagne en trois jours la quasi-totalité des usines de la capitale. Le 25, ce sont plus de 240 000 ouvriers qui ont cessé le travail et qui, loin de rester passifs dans leurs ateliers, multiplient les meetings et les manifestations de rue, où leur mot d'ordre des premières heures: "du pain", se trouve bientôt renforcé par ceux de "à bas la guerre", "à bas l'autocratie".

Au fil des heures, la grève qui rallie les derniers hésitants, qui draine dans ses manifestations les couches non-exploiteuses de la cité prend un caractère de plus en plus offensif. L'insurrection tient tête à la police qui tente sans succès de s'y opposer. Le 26, alors qu'elle essuie le feu meurtrier des soldats, qui ont reçu à leur tour l'ordre de tirer, forte de ses expériences et de ses succès de la veille, faisant preuve de sa volonté d'assumer jusqu'au bout l'affrontement avec la troupe devenu désormais inévitable, elle parvient à se rallier une partie de la garnison, formée pour l'essentiel de paysans, dont le moral n'a fait que se détériorer au fil des massacres et des défaites essuyées sur le front.

Le 27 février au soir, l'insurrection, conduite par le prolétariat en armes, règne en maître sur la capitale, tandis que grèves et manifestations ouvrières démarrent à Moscou, gagnant, les jours suivants les autres villes de province, Samara, Saratov, Kharkov... Isolé, sans appui digne de ce nom, incapable d'utiliser contre le mouvement révolutionnaire une armée profondément minée par la guerre, le régime tsariste est contraint d'abdiquer.

Organisé en Soviets, le prolétariat se rend maître des principales villes de Russie.

Dans le monde entier, les révolutionnaires voient dans ce mouvement le début d'une concrétisation de leurs mots d'ordre. Le prolétariat mondial relève la tête. Cette insurrection est le prélude à une vague révolutionnaire qui non seulement veut en finir avec l'horreur de la guerre, mais veut aussi en finir avec la barbarie générale que représente le système capitaliste. Depuis la Suisse, Lénine écrit : *"La guerre impérialiste (...) a commencé à se transformer en guerre civile, c'est-à-dire en une guerre des ouvriers contre les capitalistes, des travailleurs et des opprimés contre leurs oppresseurs, contre les tsars et les rois, contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, pour délivrer complètement l'humanité des guerres, de la misère des masses et de l'oppression de l'homme par l'homme !*

C'est aux ouvriers russes que sont échus l'honneur et la joie de déclencher les premiers la révolution, c'est-à-dire la Grande Guerre, la seule juste et légitime, la guerre des opprimés contre les oppresseurs." ("La révolution en Russie et les tâches des ouvriers de tous les pays", dans: "Lettres de loin").

LE PREMIER BATAILLON DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

Les forces de la bourgeoisie internationale tentèrent aussitôt de retourner la situation à leur profit ; faute de pouvoir écraser dans le sang le mouvement, elles tentèrent de l'orienter vers des objectifs bourgeois "démocratiques" : "la fin du tsarisme", "la république vraie", et surtout la défense de la "nation démocratique" pour sauvegarder ses soi-disant acquis. Elles trouvèrent sur place toutes les forces politiques nécessaires à cette manoeuvre, bourgeois et petits-bourgeois idéologiquement "libérés" du totalitarisme tsariste par le soulèvement prolétarien. Un gouvernement provisoire fut formé dans ce but de mystification, pour la poursuite de la guerre.

Mais, en face de ce gouvernement, surgit un autre pouvoir : le pouvoir du soviet des députés ouvriers de St Petersbourg, elu par les Conseils ouvriers. Ce soviet entreprit d'étendre le système des conseils à tout le pays et ce fut rapidement une véritable dualité de pouvoirs qui s'instaura en Russie. D'un côté, le pouvoir bourgeois qui parvenait encore à mystifier les masses, de l'autre, le pouvoir ouvrier qui contrôlait toutes les décisions, qui contrôlait la garnison à travers les Conseils de soldats dont les députés siègeaient aux soviets, qui contrôlait les communications et la production.

Dans sa "Lettre d'adieu aux ouvriers suisses", Lénine pouvait affirmer : *"Les conditions objectives de la guerre impérialiste nous garantissent que la révolution ne se bornera pas à la première étape de la révolution russe, que la révolution ne se bornera pas à la Russie"*.

Cette citation est fondamentale à plusieurs niveaux :

- d'une part, elle affirme que février-1917 n'a pas abouti dans la mesure où la dualité de pouvoirs en Russie n'est qu'une étape dans un processus révolutionnaire qui ne peut aboutir qu'à la destruction de l'un des pouvoirs en présence. La révolution russe n'est pas finie, elle ne se réalisera que par la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Le régime du "double pouvoir"-ou de "double impuissance", comme le nomme Trotsky- n'existe que parce que le prolétariat est encore victime de la mystification développée par la bourgeoisie sur la soi-disant "révolution bourgeoise" qui instaure la démocratie. Dans tous les cas, le prolétariat doit poursuivre son effort, démystifier les pièges ("soutenir la république bourgeoise dontre le tsarisme") de la bourgeoisie, renforcer son organisation pour détruire cet Etat ;
- d'autre part, elle confirme que février-1917 en Russie fait partie d'un mouvement révolutionnaire international, n'est pas une spécificité russe due à un quelconque exotisme (le tsarisme). Ce mouvement est la réponse globale de la classe ouvrière mondiale au problème global posé par la guerre mondiale. Il est la mise en pratique, en Russie, de la volonté du prolétariat mondial de *"tourner les armes contre ses ennemis de classe à l'intérieur du pays"*.

Cette insurrection prolétarienne s'inscrit dans le processus révolutionnaire international, à un tel niveau que le mouvement en Russie n'a de chance d'aboutir que par l'extension de la révolution aux autres pays : le prolétariat russe n'a pour allié que le prolétariat des autres pays, et principalement celui du pays "ennemi", le prolétariat allemand.

(suite p. 7)

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.
- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.
- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.